



Les 11 ministres du PTP lancent le processus visant l'entrée en vigueur de l'accord

Les 11 ministres du Commerce du Partenariat transpacifique (Australie, Brunei Darussalam, Canada, Chili, Japon, Mexique, Nouvelle-Zélande, Malaisie, Pérou, Singapour et Vietnam) ont tenu une réunion en marge de la rencontre des ministres du Commerce de la Coopération économique Asie-Pacifique (MRC de l'APEC) des 20 et 21 mai pour discuter de la suite de l'accord sans les États-Unis. Les ministres ont réitéré leur volonté de mettre en œuvre l'accord, citant son résultat équilibré ainsi que son importance économique et stratégique.

« Les ministres reconnaissent les avantages du PTP et pour en bénéficier, ils ont convenu de lancer un processus pour évaluer les options de l'entrée en vigueur efficace de cet accord exhaustif et de grande qualité, notamment la manière de faciliter l'adhésion des membres faisant partie des signataires originaux », peut-on lire dans l'énoncé publié après la réunion.

Des sources informées ont indiqué que le Japon a suggéré que les 11 Membres conviennent de mettre en œuvre l'accord le plus rapidement possible, en y apportant quelques changements. Tokyo veut revoir les conditions de l'accord et établir de nouvelles procédures qui faciliteraient le retour des États-Unis dans le groupe, si jamais ces derniers le souhaitent dans les années à venir.

Dans sa forme actuelle, l'accord du PTP doit être ratifié par six pays qui représentent 85 % du PIB combiné du groupe afin d'entrer en vigueur. Comme ce pourcentage ne peut être atteint sans les États-Unis, tous ont convenu que les procédures de ratification doivent être modifiées. Le Japon souhaite aussi ajouter une clause pour accélérer l'inclusion

d'un membre original, sans exiger les longues négociations nécessaires à l'acceptation d'un nouveau Membre.

Le Vietnam et la Nouvelle-Zélande ont déjà donné leur accord à l'idée proposée par le Japon, étant donné l'importance des États-Unis et de leur marché pour le PTP, ont indiqué des sources informées. Cependant, d'autres pays sont préoccupés par les concessions particulières qu'ils ont accordées aux États-Unis dans le PTP. Par exemple, selon une source, certains pays de l'ANASE ne sont pas prêts à mettre en œuvre les dispositions sur le travail en l'absence des États-Unis. Une autre question consiste à savoir si les concessions sur l'accès au marché doivent aussi être adaptées puisque, suivant le retrait des États-Unis de l'accord, le Japon est devenu le marché cible principal.

Les ministres du Commerce présents à Hanoï ont demandé à leurs négociateurs en chef « de s'engager à faire avancer la préparation de cette évaluation » et « de terminer le travail avant leur rencontre en marge de la réunion des dirigeants économiques de l'APEC des 10 et 11 novembre 2017 qui aura lieu à Da Nang, au Vietnam. » Des sources informées ont indiqué que le groupe espère que l'entrée en vigueur de l'accord se fasse avant la fin de l'année ou au début 2018.

M. Lighthizer à Hanoï

Le nouveau représentant pour le commerce des États-Unis, Robert Lighthizer, a participé à la rencontre des MRC de l'APEC, qui s'est avérée être sa première réunion depuis la confirmation de sa nomination. À cette occasion, il a réaffirmé la décision des États-Unis de se retirer du pacte et de se

concentrer sur les négociations bilatérales avec les pays de l'Asie-Pacifique.

M. Lighthizer a tenu plusieurs réunions bilatérales avec les MRC de l'APEC, et puisque l'administration Trump a avisé le Congrès de son intention de renégocier l'ALÉNA, des réunions ont aussi eu lieu avec le Canada et le Mexique. L'avis émis par l'administration le 18 mai a lancé la période de consultation du Congrès de 90 jours, le 16 août étant donc la première date possible pour le début des renégociations de l'ALÉNA. L'administration Trump en dira plus sur ses objectifs de négociations au moins 30 jours avant le début des pourparlers.

M. Azevêdo demande aux Membres de renforcer et d'améliorer le système commercial multilatéral

Le directeur général de l'OMC, Roberto Azevêdo, a été invité à informer les Membres de l'APEC de l'état de l'OMC et des préparatifs en cours pour la 11^e Conférence ministérielle de l'organisation (CM11). Il a accueilli favorablement l'engagement des ministres « à déployer les plus grands efforts pour parvenir à une 11^e Conférence ministérielle réussie à Buenos Aires du 11 au 14 décembre 2017. »

Les Membres ont été très actifs cette année dans l'exploration de différents secteurs de négociation. Le DG a cité les services et les règles – particulièrement

concernant les subventions pour la pêche – comme exemples de secteurs qui se concrétisent de plus en plus. Les activités ont aussi repris ailleurs, et plusieurs nouveaux documents et nouvelles idées sont présentés sur des enjeux tels que le soutien interne en agriculture, la facilitation des services, la facilitation des investissements et les recours commerciaux, a affirmé M. Azevêdo.

Le 19 mai, dans le groupe de négociations sur l'agriculture, certains membres du Groupe de Cairns (Australie, Canada, Chili, Guatemala, Nouvelle-Zélande, Paraguay, Pérou et Uruguay) ont distribué un document d'analyse de quelques options globales de disciplines relatives au soutien ayant des effets de distorsion des échanges. Le nouveau président des négociations sur l'agriculture, l'ambassadeur Karau, a commencé à consulter les Membres sur les résultats potentiels de la CM11 et prévoit tenir une réunion ouverte les 1^{er} et 2 juin pour mettre à jour l'ensemble des Membres sur le résultat de ses consultations.

« Le temps presse. Au cours des semaines à venir, j'espère que nos préparatifs pour Buenos Aires progresseront de manière beaucoup plus claire et ciblée. Mais bien sûr, nous devons également être réalistes. Jusqu'à présent, la plupart des secteurs dont nous discutons en sont encore à leurs balbutiements », a prévenu M. Azevêdo.

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonduncanada.ca, www.chep-poic.ca.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

